

ARRETE DE POLICE N° 08-2023 PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

VOIE COMMUNALE N°03 – ROUTE DU MOLLARD HORS AGGLOMERATION

LE MAIRE

- VU Le code de la route,
- VU Le code général des collectivités territoriales,
- VU Le code de la voirie routière,
- VU La loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.
- VU La demande présentée le 17 avril 2023 **par l'Entreprise NGE FONDATIONS**, demeurant 6 rue de la Métallurgie à DOMENE – 38420, représentée par Alexandre JACQUEMARD,

CONSIDERANT que pour permettre des travaux sur le siphon du Mollard (remplacement tronçons 2B A6) et assurer la sécurité des ouvriers et celle des usagers circulant sur les voiries d'autre part, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes.

ARRETE

ARTICLE - 1 Localisation - calendrier

La circulation de tous les types de véhicules sera temporairement réglementée sur la Voie Communale n°3, route du Mollard.

Cette réglementation sera applicable pour une (des) intervention(s) programmée(s) **du 15 mai au 31 octobre 2023 inclus.**

Cette réglementation sera applicable dans les conditions définies aux articles suivants.

Le parking de randonnée du Mollard, situé entre les deux hameaux, sera totalement occupé par l'entreprise en charge des travaux pour l'installation de la base-vie, avec un empiètement sur chaussée.

ARTICLE - 2 Règlementation de la circulation

Au vu de l'empiètement sur chaussée en raison de l'installation d'une base-vie, un sens prioritaire de circulation sera mis en place.

Des micros-coupures ponctuelles de la circulation seront rendues obligatoires par les travaux au niveau du « 2700 route du Mollard », situé sur le « hameau du haut ».

L'alternat sera réglé :

- soit par panneaux type K10a (alternat réglée manuellement)
- soit par panneaux temporaires type B15 ou C 18 (sens alterné prioritaire)

ARTICLE - 3 Restrictions au droit du chantier

Pour la durée du chantier en situation de circulation perturbée, seront instituées par des panneaux de signalisation temporaire, au minimum les restrictions suivantes :

- Chaussée rétrécie,
- Circulation alternée,
- Défense de stationner (aux abords immédiats et sur l'emprise du chantier), excepté pour les véhicules affectés au chantier,
- Limitation de vitesse à 30 Km/h (panneau B 14),
- Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation (panneau B 3).

ARTICLE - 4 Rétablissement de la circulation

- Sans délai à la demande des services de secours/médecin et d'incendie et service hivernal,
- ~~Aux heures de passage du car de transport scolaire.~~
- Chaque fin de journée et/ ou fin de semaine suivant l'impact des travaux sur l'assiette de la chaussée,
- En période hors chantier et les jours fériés.

ARTICLE - 5 Conformité et mise en œuvre de la signalisation

La signalisation de chantier devra répondre aux dispositions de l'Arrêté du 15 juillet 1974 approuvant l'instruction interministérielle sur la signalisation routière [*Livre I - signalisation des routes*].

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurés la / les entreprises concernées, ou la personne chargée des travaux, sous le contrôle des Services Techniques de la Commune et/ou du Maître d'Œuvre.

ARTICLE - 6 Prescription particulière

Il est rappelé au pétitionnaire que la délivrance et la mise en application du présent Arrêté de Circulation ne vaut pas autorisation d'ouverture de tranchée dans la structure de la « chaussée ».

ARTICLE - 7 Publication et application de l'arrêté

Le Maire,
Le Gardien de Police Municipale,
Le Responsable des Services Techniques de la Commune,
Le Groupement de Gendarmerie de l'Isère : Brigade Territoriale Autonome de Bourg d'Oisans,
Le Directeur général de services du département de l'Isère : Direction Territoriale Oisans,
Les maîtres d'ouvrage et maître d'œuvre
Le(s) bénéficiaire(s),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et prendra effet à compter de sa publication.

Copie à :

- Le Service Départemental Incendie et Secours : Caserne des Pompiers de Bourg d'Oisans.

Fait à Allemond,

Le 11 mai 2023

Le Maire,


Alain GINIES



La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble - 2 place de Verdun - dans les 2 mois à compter de sa notification. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune désignée ci-dessus